

Une « grande négociation sociale » doit s'engager dans le pays



Mardi 25 février, le bureau national a adopté le texte « Réussir le pacte de responsabilité pour une économie plus compétitive, plus durable, plus créatrice d'emplois ». Il s'agit d'un texte « qui situe le contexte historique du Pacte, la démarche et l'engagement des socialistes pour sa réussite », explique Harlem Désir, qui a appelé à la mobilisation de tous les acteurs pour la réussite de ce

Pacte « vital ». Pour le Parti socialiste, une grande négociation sociale doit s'engager dans le pays, au niveau national comme à l'échelon local. Elle doit mobiliser tous les acteurs du pacte et porter sur les contreparties. Le texte insiste également sur le contenu de ces contreparties : le soutien à la création d'emplois, en permettant, l'embauche des jeunes et le maintien des seniors dans l'emploi, le soutien à la formation et à la qualification, l'amélioration de la qualité du travail et des conditions de travail, l'investissement en France, la transition énergétique, écologique et numérique dans l'entreprise, une plus grande solidarité au sein des filières, entre grands donneurs d'ordres et PME sous-traitantes.

L'AGENDA

23 mars

► 1^{er} tour
des élections municipales

30 mars

► 2^e tour
des élections municipales

17 avril

► Meeting de lancement
des européennes
avec Martin Schulz à Paris

Réussir le pacte de responsabilité pour une économie plus compétitive, plus durable, plus créatrice d'emplois

Tout au long de son histoire, chaque fois qu'elle a exercé les responsabilités du pays, la gauche a donné la priorité à l'école et à la justice sociale, fait progresser les droits individuels et les libertés publiques, promu l'idéal européen et la paix internationale, défendu les valeurs de la République et les intérêts de la France dans le monde. À chaque étape de son action, elle a développé l'économie du pays, amélioré les conditions de travail des salariés et voulu l'emploi pour tous, soutenu l'innovation, la production, la recherche. C'est à ces missions qu'elle se consacre depuis mai 2012.

En ce début de siècle, après une décennie conservatrice et libérale, nous socialistes avec nos partenaires de la gauche rassemblée devons accomplir une tâche historique : redresser notre nation républicaine pour assurer son développement et son rayonnement dans le nouveau monde qui surgit.

Bien avant la crise de 2008, dans les années qui précéderent l'alternance, l'économie française a décroché. L'industrie – indispensable au financement et au renforcement de notre modèle social – a gravement reculé : sa part dans la valeur ajoutée du pays est passée de 18 % en 2000 à 12,5 % en 2011. 750 000 emplois industriels ont été supprimés. Quant à la balance commerciale, juge de paix de la compétitivité, d'excédentaire de 3,5 milliards d'euros en 2002, elle était devenue déficitaire de 71,2 milliards d'euros en 2011. À cette situation, s'est ajouté un triple déficit : de croissance (nulle en moyenne durant le précédent quinquennat), des comptes publics (la dette a doublé sous la droite) et d'emploi (un million de chômeurs supplémentaires ont été recensés durant la dernière législature). Les inégalités sociales et territoriales ont continué de se creuser. Pour remettre la France sur le chemin du progrès, pour qu'elle reste une puissance et une référence dans la mondialisation, les Français ont élu François Hollande à la présidence de la République et une majorité de gauche avec les écologistes à l'Assemblée nationale.

I. Depuis vingt-et-un mois, beaucoup a été fait pour remettre le pays sur le bon chemin.

Pour l'école et la préparation de l'avenir de nos enfants. Les professeurs sont de nouveau considérés et des moyens accrus mobilisés pour les élèves, en particulier ceux qui en ont le plus besoin, dès le primaire. Cette ambition éducative repose sur les valeurs d'égalité des chances et de laïcité. Elle nous animera tout au long du quinquennat.

Pour une plus juste répartition des efforts nécessaires pour sortir de la crise. La fiscalité est redevenue plus exigeante pour les hauts revenus, les très grandes entreprises et les dividendes que pour les ménages modestes, les classes moyennes et les PME. Nous voulons désormais stabiliser et simplifier l'impôt, en réduire le poids aussi dès que la conjoncture le permettra.

Pour l'emploi alors que le chômage frappe plus de trois millions de personnes. Emplois d'avenir, contrats de génération, emplois francs, plan national destiné à pourvoir les emplois

vacants, moyens supplémentaires pour l'accompagnement des chômeurs, ont été mis en place dès la première année d'action pour répondre à l'urgence. Cette politique va continuer à se déployer, mais c'est l'emploi marchand né de la croissance qui doit prendre durablement le relais dans la lutte contre le chômage.

Pour combattre les inégalités et renforcer le pouvoir d'achat. Encadrement des loyers, extension de la CMU et des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz, revalorisation du Smic, du RSA, du minimum vieillesse, de l'allocation adulte handicapé et de l'allocation de rentrée scolaire, lutte renforcée contre les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes, fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et moyens, renforcement des droits des consommateurs, soutien à la rénovation thermique des logements, de nombreuses mesures concrètes ont été engagées malgré les contraintes du moment.

Pour le dialogue social, marque du quinquennat. Il a permis de fortes avancées : la sécurisation de l'emploi, qui conjugue capacités d'adaptation des entreprises et nouveaux droits pour les salariés, tels la complémentaire-santé généralisée, les droits rechargeables à l'assurance-chômage et la représentation des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises ; le financement pérenne du système de retraite par répartition et la création d'un compte pénibilité ; la formation professionnelle davantage orientée vers les demandeurs d'emploi.

Pour le rétablissement des finances publiques. C'est un enjeu de souveraineté : l'avenir de la France ne saurait dépendre des marchés ou de la spéculation. Dès cette année, le redressement des comptes passera par des économies et non par des prélèvements. La dépense publique peut être rendue plus performante et les services publics ainsi gagner en efficacité en en proximité. Grâce à l'action du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, les déficits publics et le déficit de la Sécurité sociale ont déjà entamé leur réduction.

Ces choix donnent des premiers résultats. La France a tourné le dos à la récession et elle renoue avec la croissance. Au quatrième trimestre, l'investissement a rebondi après deux ans de recul. La consommation des ménages a été positive sur l'année. La France ne perd plus de parts de marché à l'international et le déficit du commerce extérieur a diminué. Même si la bataille n'est pas encore gagnée, le chômage en 2013 a reculé pour les jeunes et les personnes de moins de 50 ans.

II. Nous devons amplifier et accélérer la politique engagée. Nous devons rendre l'économie française plus créative et plus compétitive.

Dans la mondialisation, ni nos partenaires ni nos concurrents ne nous attendront. Nos entreprises, nos salariés, nos produits sont confrontés à une compétition féroce pour attirer les connaissances et les capitaux.

En même temps, la reconquête productive consistera à innover en tous domaines car des enjeux inédits se posent au 21^e siècle : changement climatique, épuisement des ressources naturelles et de la biodiversité, déploiement du numérique, émergence de nouveaux modes de consommation, vieillissement, affirmation de nouvelles puissances mondiales. L'économie et l'investissement doivent être mis au service d'un modèle de développement social-écologique. La loi sur la transition énergétique y contribuera.

Dans ce nouveau monde, la France peut de nouveau faire la course en tête. Elle a tant d'atouts !

Des infrastructures de transports et de télécommunications de qualité, une main d'œuvre qualifiée, un système de santé remarquable, des entreprises – fleurons ou pépites – souvent leaders dans leur secteur d'activité, une agriculture diversifiée et réputée qui assure notre indépendance alimentaire et qui exporte, une démographie dynamique, une position géographique qui fait de notre pays la deuxième puissance maritime du globe, une culture présente sur tous les continents grâce à la francophonie, un réseau diplomatique et des capacités militaires parmi les meilleurs au monde – soyons fiers de la France !

Mais la France a aussi de nombreux défis à relever : en finir avec le chômage de masse qui plombe le futur et pèse sur la jeunesse, et – c'est lié – stopper la désindustrialisation qui provoque tant de drames économiques et humains dans les territoires. Pour toutes ces raisons, il y a urgence patriotique à renforcer la compétitivité de notre appareil productif.

Pour nous socialistes, la compétitivité est affaire d'innovation, de montée en gamme de l'économie, de qualification des salariés, de qualité des process, de positionnement des produits dans la mondialisation. Depuis la présentation du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi en novembre 2012, de nombreuses mesures ont été concrétisées ou initiées : mise en place de bpifrance pour financer les TPE, PME et ETI, ainsi que l'économie sociale et solidaire, Nouvelle France industrielle avec 34 plans mêlant initiative privée et soutien public, filières stratégiques, 40 mesures pour l'innovation et 7 innovations de rupture à l'horizon 2030, nouveau programme d'investissements d'avenir de 12 milliards d'euros dont la moitié pour la transition énergétique, doctrine active des participations de l'État pour le réinvestissement, PEA-PME, crédit d'impôt recherche ouvert aux dépenses d'innovation des PME, aides publiques à l'export calées sur l'optimum européen, fiscalité plus favorable pour les jeunes entreprises innovantes, etc.

Mais le rapport Gallois a également mis au jour « le cercle vicieux prix / hors prix » de l'industrie française. Mal positionnée à la fois par rapport aux productions haut de gamme, peu sensibles aux variations de prix, et vis-à-vis des économies émergentes, qui peuvent fabriquer à moindres coûts des produits de gamme moyenne, nombre

d'entreprises ont vu baisser leurs capacités de financement pour investir dans la qualité ou l'innovation, et ainsi conserver des parts de marché ou en gagner. **C'est donc une approche globale de la compétitivité que nous faisons prévaloir : montée en gamme et marges, hors coût et coûts, doivent faire l'objet d'actions conjuguées en une stratégie commune.**

C'est le sens du Pacte de responsabilité proposé par le Président de la République aux partenaires sociaux. Un pacte pour la nation et sa production. Pour l'investissement et l'emploi. Pour agir dans le présent et préparer l'avenir. Il comporte plusieurs piliers qui ont fait l'objet d'un séminaire du Bureau national du Parti socialiste avec les groupes parlementaires et la FNESE le 10 février 2014.

Simplifier. C'est la demande des particuliers comme des entrepreneurs. Ce travail a commencé, par exemple en matière d'urbanisme et de délivrance du permis de construire, ce qui favorise le secteur du logement. Il faut désormais simplifier la vie des entreprises, objectif qui doit être compatible avec la préservation de nos standards sociaux et environnementaux. Simplifier les dix actes clés de la vie d'une entreprise permettra de créer plus facilement et d'investir plus rapidement. À terme, les mesures de simplification pourraient ramener 1 % de croissance supplémentaire à la France.

Rendre la fiscalité plus lisible et plus stable. C'est décisif pour développer l'activité en France et y attirer les investissements. Le Parti socialiste plaide pour le nécessaire rééquilibrage de l'impôt sur les sociétés entre multinationales et PME, des prélèvements qui pèsent moins sur la production et plus sur les résultats, le renforcement de la lutte contre l'optimisation fiscale pratiquée par certaines très grandes entreprises, la convergence à l'échelle de l'Europe et d'abord avec l'Allemagne. Ces évolutions doivent intervenir sans nouveaux transferts des entreprises vers les ménages dont l'impôt doit être rendu lui aussi plus stable, plus simple, plus juste. La fiscalité doit être au service de l'activité, de l'emploi et de l'innovation.

Soutenir les capacités d'investissement et d'embauches des entreprises. Le pacte de responsabilité prévoit l'allègement des cotisations familiales d'ici 2017 pour les entreprises et les travailleurs indépendants. Il prolonge le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), avec lequel il pourra se combiner : tous les secteurs de l'emploi, qualifié ou non, seront ainsi encouragés. Il vise à soutenir directement et rapidement les entreprises pour qu'elles innovent, se modernisent, exportent et créent de l'emploi. Ces nouvelles marges doivent être consacrées à l'investissement et à l'emploi, et non à la distribution de dividendes. C'est un effort de trente milliards d'euros, un effort indispensable mais considérable de la puissance publique, donc des Françaises et des Français, pour l'appareil productif. C'est pourquoi, comme l'a affirmé le Chef de l'État, il doit être assorti de contreparties « claires, précises, mesurables et vérifiables ».

III. Le pacte de responsabilité : un compromis social historique et des contreparties nécessaires

Les contreparties doivent être respectives (chaque partenaire doit prendre sa part de l'effort commun) et respectées (c'est l'objet de l'Observatoire qui sera créé et qui devra associer le Parlement). Elles sont à négocier dans le cadre

du dialogue social dans toutes ses dimensions : au niveau interprofessionnel, dans les branches professionnelles, dans les entreprises, dans les territoires. Dans un second temps, pour déployer le pacte au plus près du terrain, le Parti socialiste plaide pour la mise en place de plans territoriaux de développement associant tous les acteurs (État, filières et branches professionnelles, collectivités territoriales, réseau consulaire, CESER, pôles de compétitivité, enseignement supérieur, centres de formation, etc). Les Conseils régionaux pourraient utilement en coordonner l'action. Ils disposent pour cela des compétences et de l'expérience.

Pour le Parti socialiste, une grande négociation sociale doit s'engager dans le pays, au niveau national comme à l'échelon local. Elle doit mobiliser tous les acteurs du pacte et porter sur les contreparties :

- > **le soutien à la création d'emplois.**
- > **l'embauche des jeunes et le maintien des seniors dans l'emploi :** le développement de l'apprentissage et de la formation en alternance est nécessaire, de même, le recours accru au contrat de génération est une réponse concrète.
- > **le soutien à la formation et à la qualification.**
- > **l'amélioration de la qualité du travail et des conditions de travail.**
- > **le respect par les entreprises de leurs obligations en matière d'égalité salariale femmes-hommes**
- > **l'investissement en France :** R&D, certification, équipement en machines, relocalisation d'activités, etc.
- > **la transition énergétique, écologique et numérique de l'entreprise** (par exemple, la réalisation d'un bilan de performance thermique).
- > **une plus grande solidarité au sein des filières** entre grands donneurs d'ordres et PME sous-traitantes (volumes d'activité en cas de ralentissement de la conjoncture, respect des délais de paiement, intégration à des projets collaboratifs).

Pour financer le pacte, tenir nos objectifs en matière de finances publiques et maîtriser la fiscalité, des économies sont nécessaires. Elles ont déjà commencé avec la loi de finances pour 2014, loin de la méthode du rabout utilisée par la droite entre 2007 et 2012 consistant à réduire les budgets aveuglément et à ne pas associer les agents.

Les efforts dans les prochaines années seront d'autant plus efficaces et compris qu'ils confirmeront les priorités – emploi, éducation, justice, sécurité –, préserveront le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique comme l'a rappelé le Premier ministre, permettront de maintenir l'accès de tous à la protection sociale, s'inscriront dans une clarification des compétences et des missions au sein de l'action publique, notamment des collectivités locales. Là est bien le véritable défi : la réforme de la puissance publique dans toutes ses dimensions pour rendre la ressource publique plus efficace et ainsi améliorer le service rendu aux habitants. En matière de santé par exemple, la solution ne réside pas dans la multiplication des déboursements et des forfaits, comme l'a opérée la droite dans le passé, mais dans une vraie politique du médicament, le développement des génériques,

la prévention, une meilleure alimentation, la chirurgie ambulatoire, la télé-médecine.

IV. L'indispensable relance coordonnée en Europe

En même temps que la France remuscle son appareil productif, qu'elle investit dans l'éducation et l'innovation, qu'elle redresse ses comptes, en même temps que nos partenaires européens font eux aussi d'importants efforts, **l'Union européenne doit faire sa part du travail pour la croissance durable et l'emploi.**

Des changements sont déjà intervenus sous l'impulsion de la France depuis mai 2012 : stabilisation de la zone euro, assouplissement de la doctrine de la Banque centrale européenne, pacte d'investissement, garantie-jeunesse pour l'emploi des moins de 25 ans, renforcement et verdissement de la politique agricole commune, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, coordination puis union bancaires, encadrement renforcé du détachement des travailleurs – depuis près de deux ans, les initiatives n'ont pas manqué pour relancer et réorienter l'Europe, substituer le primat de la croissance au choix de l'austérité. Il faut maintenant aller plus loin.

Aujourd'hui, une coordination des politiques économiques et sociales au niveau européen est indispensable afin de conforter les efforts réalisés par les États et de contrer les risques de déflation.

Pour **soutenir la demande** – l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne va y contribuer – et **relancer l'économie avec des grands projets d'infrastructures** (mobilité durable, santé, numérique, rénovation thermique des logements et des bâtiments).

Pour **combattre le dumping fiscal et social** au sein de l'Union, et d'abord dans la zone euro. Pour **faire prévaloir la réciprocité commerciale** dans les échanges avec les autres régions du monde.

Pour instaurer **une taxe sur les transactions financières.** Pour **un pilotage de l'euro** au service de la croissance et de l'emploi en Europe.

Pour **une politique industrielle partagée**, avec des règles de la concurrence moins dogmatiques.

Pour y parvenir, nous croyons à la capacité d'entraînement du moteur franco-allemand et, avec nos partenaires du Parti socialiste européen, nous nous engageons pour une majorité progressiste au Parlement européen et l'élection d'un social-démocrate, Martin Schulz, pour présider la Commission européenne. Ainsi, sera tournée la page libérale-austéritaire des mandatures Barroso et une alternative sera ouverte pour les peuples face aux risques du repli nationaliste et extrémiste. C'est l'enjeu des élections européennes du 25 mai prochain.

Oui, nous avons toutes les raisons d'avoir confiance dans la France et toutes les raisons de réussir le pacte de responsabilité pour le développement économique, social, écologique du pays. Avec volonté, avec optimisme, avec cœur, les socialistes s'engagent pour bâtir le grand compromis social dont la nation et sa jeunesse ont besoin. Cet espoir est notre devoir.

Solidarité avec les femmes espagnoles

La journée internationale de la femme a pris une signification toute particulière cette année en Espagne. Le contexte inquiétant de recul significatif des droits des femmes dans ce pays rendait d'autant plus nécessaire la mobilisation ce jour-là.

La loi contre l'avortement représente « 40 ans de régression » selon Éric Andrieu, député européen de la circonscription sud-ouest. Il était présent ce 8 mars à Barcelone pour « marquer (sa) solidarité avec les femmes espagnoles. » En effet, la promulgation de la loi limitant le droit à l'avortement est imminente. Cette loi, soutenu par le gouvernement de Mariano Rajoy, et son parti, le Partido Popular, est plus restrictive que la loi établie en 1985 en Espagne, qui était pourtant l'une des plus permissives en Europe.

Éric Andrieu et la délégation du Sud-ouest avait effectué une collecte d'objets féminins, principalement des soutiens-gorge comme une action symbolique pour faire écho au « manifeste des 343 », de 1971.

Geste symbolique

Ce geste met en évidence l'absurdité de cette loi espagnole, qui oblige à faire appel à des symboles vieux de plus de 40 ans, dans un combat que l'on pensait gagné depuis longtemps en Espagne.

« On se retrouve avec moins de droits que nos mères », a regretté Esther Niubo, responsable de la politique européenne du Parti socialiste



catalan et candidate à l'élection européenne de 2014. Dans ce contexte, elle a assuré que « le soutien de nos collègues socialistes français » était essentiel.

Après les deux manifestations monstres qui ont eu lieu en février à Madrid, et la protestation de nombreux pays européens, on pensait que le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardon, allait faire un geste, mais rien n'est venu. La mobilisation continue en Espagne : « le Partido Popular a la majorité (185 sièges), mais il y a de l'espoir », affirme Esther Niubo. La manifestation organisée ce 8 mars à Barcelone a rassemblé plusieurs milliers de personnes, de tous les horizons, pour protester contre cette loi.

« Les Dones Parim, Les Dones decidim » (les femmes le font, les femmes décident) pouvait-on lire sur des banderoles à Barcelone ce samedi. L'Espagne, qui avait montré la voie en Europe en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, s'apprête à effectuer un considérable retour en arrière. Ce projet de loi n'autoriserait l'avortement que dans des cas extrêmes : en cas danger pour la santé (physique) de la femme ou suite à un viol. La mobilisation des socialistes français montre un bel exemple de solidarité européenne. Une solidarité nécessaire pour sauvegarder un droit fondamental dont la remise en cause doit interpellé tous les défenseurs de l'égalité entre hommes et femmes.

Les inégalités professionnelles en débat

Lors des derniers entretiens de Solférino, le 5 mars, Barbara Romagnan, députée du Doubs et co-rapporteuse pour information sur le projet de loi-cadre sur l'égalité femmes-hommes, Séverine Lemièrre, économiste à l'IUT Paris Descartes, Françoise Milewski, économiste à l'OFCE et Delphine Mayrargues, Secrétaire nationale à la formation ont débattu des inégalités femmes-hommes dans la sphère professionnelle.

« 80% des bas salaires sont des femmes, parfois cumulé avec le temps partiel », constate Delphine Mayrargues. En outre, l'écart de salaire est de l'ordre de 27 % entre les femmes et les hommes, comme l'a rappelé Françoise Milewski.

Comment expliquer de telles différences ? Pour Françoise Milewski, c'est d'abord la conséquence du temps partiel et de la ségrégation professionnelle. De plus, à poste égal les femmes n'ont pas le même salaire.

Pour retrouver l'origine de ces inégalités il ne faut donc pas les considérer à un instant T mais considérer l'ensemble du processus qui conduit à celle-ci.

Des emplois peu valorisés

La nature de l'emploi compte également : les femmes sont majoritaires dans les métiers du soin et de l'aide aux personnes. Ces métiers sont peu reconnus et donc peu valorisés au niveau salarial.

La précarité de l'emploi est également caractéristique des femmes, de même que les emplois au SMIC.

Enfin, les intervenantes reviennent sur le fait que l'emploi à temps partiel, majoritairement exercé par des femmes est souvent un emploi en CDI ce qui contribue à ancrer la pauvreté dans l'emploi. C'est le cas

également pour les emplois aidés occupés par des femmes, plus souvent à temps partiel et qui permettent une moins bonne insertion professionnelle.

L'enjeu est donc aujourd'hui de revaloriser les métiers pratiqués par les femmes. C'est aux pouvoirs publics de mener des politiques pour la réduction des inégalités. La discussion a porté également sur une réforme fiscale qui devra prendre en compte la question ces inégalités.



Paris Pionnières, l'incubateur 100 % féminin

Vendredi 7 mars, dans le cadre de la mobilisation du Parti socialiste à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars, Harlem Désir a visité l'incubateur d'entreprises « Paris Pionnières », dans le 11^e arrondissement de Paris. Cet incubateur, créé en 2005, est la première structure d'aide à la création d'entreprise spécifiquement dédiée aux femmes. En 9 ans, « Paris Pionnières » a aidé 173 sociétés, et permis la création de 600 emplois, dans les secteurs des services innovants aux particuliers et aux entreprises. « *Nous n'avons pas voulu créer un ghetto de femmes*, précise Frédérique Clavel, fondatrice et présidente d'honneur de l'incubateur. *Nous voulons être un accélérateur de mixité.* » Loin de jouer la carte « *des femmes contre les hommes* », l'idée est de faciliter l'entrepreneuriat féminin. En effet, si elles représentent 46 % de la population active, les femmes ne sont que 29 % des créateurs d'entreprise. Elles ont des ressources souvent moindres, la taille moyenne de leurs entreprises (2,1 salariés équivalent temps plein) est inférieure à celle créées par les hommes (2,5 salariés ETP). Dans les incubateurs, pépinières et réseaux d'accompagnement mixtes, la population féminine ne dépasse pas le seuil des 15 %. D'où l'intérêt de prévoir une structure réservée aux femmes.

Crédibilité face aux banques

Concrètement, Paris Pionnières accompagnent les créatrices d'entreprises dès le début de leur projet. L'incubateur propose une aide pour réfléchir le projet, un accompagnement pour le faire émerger. Une fois la structure créée, elle peut y être hébergée. Les entrepreneuses peuvent aussi bénéficier de formations sur la création et la gestion d'entreprises. L'entreprise Soonvibes est un exemple de la réussite de l'accompagnement proposé



par Paris Pionnières. Créée par Natacha Ordnas et Arnaud Guednée, cette société tente de s'intégrer dans le milieu musical sur internet. « *Ce qui fait la différence, c'est la personne qui va vous accompagner* » explique Natacha Ordnas. « *Avec Paris Pionnières, il y a beaucoup de suivi, tous les mois quand on est en incubateur. Et cette structure offre surtout un réseau que l'on n'a pas forcément quand on commence à entreprendre.* » Lara Pawlicz, créatrice de 2Spark, explique : « *c'est un environnement exceptionnel. Toute l'infrastructure et l'accompagnement sont très importants. On s'entraide toutes, on se donne des conseils, on aide les nouvelles qui arrivent.* » Sarah Cherruault insiste elle sur la confiance : « *Un incubateur nous fait confiance, et ça donne confiance en l'équipe. Ça permet de travailler plus facilement avec les banques, les grands groupes, ou les collectivités.* »

L'incubateur apporte la caution, la crédibilité qui est essentielle pour une start up. » « *Ce qui compte, c'est d'être capable de toujours aller plus loin, de l'avant, a relevé Harlem Désir, lors de sa rencontre avec le personnel de Paris Pionnières et les chefs d'entreprises. Les femmes ont trop souvent été mises à l'écart.* » Pervenche Bérès, députée européenne et présidente de la commission emploi et affaires sociales du Parlement européen a remarqué que « *le fait d'être dans une structure dédiée fait une différence par rapport (...) aux obstacles* » qui peuvent se mettre en travers du chemin d'une jeune entrepreneuse. En conclusion de la table ronde, Harlem Désir s'est félicité de trouver « *beaucoup d'énergie, de confiance et d'optimisme* » autour de la table. « *Il y a de la morosité dans le pays, de l'inquiétude. Nous avons besoin de mettre en valeur ce qui donne de l'espoir* », a-t-il estimé.



Harlem Désir reçoit « Une femme un toit »

L'association FIT Une femme un toit a été reçue par le Premier secrétaire jeudi 6 mars. Fondée en 1969, cette association féministe accueille des jeunes femmes et les accompagne vers l'autonomie la responsabilisation, l'accès à la citoyenneté par la prise de conscience, le dialogue, le débat. Elle permet aux femmes en difficulté de s'émanciper. L'association se bat pour faciliter l'accès aux droits, notamment ceux des femmes.

Paris, paroles de militants

Il est 19 heures ce lundi soir porte de Vincennes. Les travailleurs sortent du métro, pressés de rentrer chez eux. Difficile d'entamer la conversation. Et pourtant les militants sont venus en nombre, pour distribuer le programme de leur candidate, Catherine Baratti-Elbaz. Nawal El-Bekri-Besri est fidèle au rendez-vous, comme tous les jours où presque. « *C'est sûr qu'on est obligés de faire des concessions sur la vie personnelle et professionnelle* », concède-t-elle. Car faire campagne « *prend beaucoup de temps* ». Sorties d'écoles, de métro, marchés, porte à porte, il faut être là où sont les habitants, pour mener une campagne de proximité. « *Heureusement j'ai un mari et une fille qui sont très compréhensifs* », sourit-elle. « *Ce sont des semaines où je privilégie mon engagement sur le reste*. » Nawal travaille pour une ONG. Ce qui lui a donné envie de s'engager, « *ce sont les primaires* », le jour « *où je me suis rendue compte qu'on pouvait être acteurs du changement* ». La campagne d'Anne Hidalgo à Paris lui donne l'occasion de s'engager pour le quartier qu'elle habite depuis plus de 10 ans.

Régis Peutilot, profite de « *ses horaires de bureau* » pour militer. « *Les RTT, ça sert aussi à faire de la politique* », plaisante-t-il. Pourtant, il n'a pas l'impression de se sacrifier. « *C'est sûr qu'on voit moins ses amis, mais ça ne dure qu'un temps* ». Ce jeune juriste est « *à fond* » depuis mi-novembre. Pourtant le militantisme ne coulait pas de source, « *j'ai adhéré un peu*



© Photos Mathieu Demestre

par hasard, je ne suis pas passé par les voies classiques, comme le MJS ou l'Unef ». Militant depuis 2006, il est de toutes les campagnes, « *notamment celle qui nous a permis de reprendre la circonscription à la droite en 2007* ». Pour lui, « *la ville a changé depuis qu'elle a été arrachée de haute lutte en 2001* ». Il cite l'arrivée du tram en bas de chez lui ou encore les tarifs sociaux appliqués à la cantine. « *L'essentiel de notre programme est surtout de permettre à tout le monde de vivre à Paris, quels que soient leurs moyens*. »

Dévouement

20h30, lundi soir. Après le tractage, c'est l'heure du comité de campagne. On débrieife la semaine passée et on organise les actions de la semaine à venir. Manon, 22 ans, rejoint le groupe. Etudiante originaire de Normandie, elle milite depuis ses 18 ans. D'abord à Rennes puis à Paris, lorsqu'elle s'est installée dans le quartier de la gare de Lyon pour ses études. « *Dans ma famille, on n'est pas vraiment de*

gauche, il y a même des élus de droite, alors tout le monde n'était pas ravi que je prenne ma carte au PS. » Pourtant, pour elle, « *il est nécessaire de défendre les idées de gauche*. » D'ailleurs aujourd'hui, « *ça se passe mieux, j'arrive même à les faire changer d'avis parfois !* » Le militantisme porte donc ses fruits, « *même si c'est aussi un coût*. » En ce moment, Manon « *loupe beaucoup de cours* » et a dû abandonner son job étudiant provisoirement. Tout son temps libre y passe, « *mais ici, il y a une super ambiance dans la section* ». Monique Leblanc, ancienne secrétaire de section et figure du PS dans le 12^e parle d'un « *niveau élevé dans le dévouement* », depuis qu'elle est en retraite. Coordinatrice de campagne, c'est elle qui est chargée de s'assurer d'avoir des effectifs en nombre pour chaque action. Un job à quasi temps plein pendant la campagne. Mais elle est loin de s'en plaindre. Adhérente « *suite à la déroute du congrès de Rennes* », elle a connu toutes les campagnes. Et sait qu'elle peut compter sur la motivation de tous les militants.



William Leday veut recréer du lien à Villeneuve-la-Garenne

« Franchement, ici, on ne se croirait vraiment pas dans les Hauts-de-Seine », lance Mickaël, en pointant du doigt « La Banane », vaste barre de logements sociaux qui tire son surnom de sa forme arrondie. Le quartier est en rénovation depuis quatre ans, mais pour Mickaël, qui vit ici de puis toujours, « c'est un coup de bluff ». « L'isolation n'isole rien de plus, on nous refait les balcons en hiver et depuis que c'est le chantier, on est envahis par les rats et les cafards. Chez moi, les murs sont moisis et les halls délabrés. Le maire n'est venu qu'une fois, on lui a montré qu'il y avait de la boue partout quand il pleut, mais c'est toujours pareil. » Un autre habitant remarque « qu'il y a toujours des moyens pour la sécurité, mais il n'y a pas pour refaire des rampes accessibles qui permettraient aux vieilles dames de rentrer chez elles ». Colère, désespérance et sentiment d'abandon sont partagés. A la Citadelle, quartier voisin, un petit groupe tient les murs en s'occupant des plus jeunes. Selon eux « rien ne changera jamais ici ». « Il n'y a pas de travail, peu de transports et rien à faire », résumant-ils. A quelques pas, des garçons jouent au foot sur un terrain neuf. « Le seul problème, c'est qu'on a mis du béton et des cailloux, constate Claudie Varlet habitante de Villeneuve depuis 42 ans. Pourquoi pas de l'herbe plutôt ? » Cette mère de trois enfants déplore ce manque d'activités pour les jeunes : « la piscine n'est pas abordable pour tout le monde, il y a un seul centre social qui regroupe près de 300 gamins. Comment voulez-vous que les animateurs s'en sortent ? » Elle d'ailleurs a arrêté d'y envoyer ses enfants. Besma El-Bedoui, aide-soignante arrivée à



© Photos Mathieu Darnestre

Villeneuve en 1998, décrit une situation guère plus reluisante pour les aînés : « Il y a peu de choses prévues pour eux, ils sont isolés ». D'autres ajoutent que le colis de Noël était cette année « déplorable ».

Transports

C'est ainsi que peu à peu Villeneuve-la-Garenne devient « Villeneuve la Galère » aux yeux de ses habitants. Ses nombreux quartiers ne sont pas reliés entre eux. Le tramway permet d'atteindre la gare de Saint-Denis d'un côté ou celle de Gennevilliers de l'autre « mais il va tout doucement, il est petit donc toujours saturé aux heures de pointe, regrette Atika. En plus, des bus ont été supprimés, le 178 notamment, et maintenant c'est beaucoup moins pratique d'aller à Gennevilliers ». Besma El-Bedoui, l'aide-soignante, met ainsi plus d'une heure et demie pour atteindre son lieu de travail, à Rueil-Malmaison, « alors qu'on est dans le même département ! ». Atika, habitante depuis 40 ans, a vu la ville se dégrader. « Maintenant il y a des SDF qui squattent en plein centre-ville, il n'y pas assez de logements et on ne sait jamais comment ils sont attribués ».

William Leday, candidat socialiste à la mairie, veut incarner cette volonté de changement. « Villeneuve est une ville isolée, mal desservie, dont le maire n'a jamais réussi à faire venir un RER, un Transilien ou un métro. » Le taux de chômage « a augmenté de 87% en un mandat ». 30 % des Villeneuvois vivent sous le seuil de pauvreté. William Leday veut remettre « les

priorités dans le bon ordre », donner « un peu moins à la communication » et beaucoup plus au budget social. « Le taux d'abstention est énorme aux élections locales. Il faut recréer de la démocratie, aller à la rencontre des gens et surtout être à leur écoute. » Cela passera pour lui par la création de conseils de quartier s'il est élu : « les habitants paient des impôts, ils ont le droit d'être représentés dans les décisions ! »



Mais surtout, William Leday veut redonner une cohérence à la ville, « tracer des perspectives ». « Les quartiers sont dressés les uns contres les autres, alors qu'on doit penser au niveau global. C'est une ville jeune, qui regorge de talents, proche de Paris. Nous avons des atouts et pourtant Villeneuve peine à être attractive. Je veux créer du lien entre les générations, entre les quartiers. »





**LA VILLE
QU'ON AIME
POUR VIVRE
ENSEMBLE**

**La ville citoyenne
à l'écoute
des habitants et
de ses associations**

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !



lavillequonaime.fr